

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Amerique-du-Sud-est-la-principale-source-d-inspiration-du-Front-de-gauche-Melenchon>

**« L'Amérique du Sud est la
principale source d'inspiration
du Front de gauche »
Mélenchon**

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -
Date de mise en ligne : dimanche 8 avril 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans cet entretien, Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle, expose sa vision de l'Amérique Latine et des relations internationales.

Si les Sudaméricains suivent avec intérêt la campagne électorale française en se demandant si Nicolas Sarkozy parviendra, malgré tout, à arracher un second mandat, pour beaucoup, c'est la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui intéresse. Le candidat a apporté un bol d'air frais à une campagne sans relief, et il a démontré un réel intérêt au cours de la dernière décennie, pour les processus qui font de l'Amérique du Sud l'une des régions les plus dynamiques du monde, d'un point de vue politique et économique. Cette vitalité est d'autant plus intéressante que dans les années 90 le sous-continent semblait sans ressort, après être devenu le laboratoire des recettes néolibérales avec le succès que l'on sait. Le site brésilien [Opera mundi](#) m'a demandé de l'interviewer lors d'un bref passage à Paris la semaine dernière, voici la traduction du texte publié :

« /Vous avez rendez-vous avec Jean-Luc Mélenchon/ ? Venez, je vais vous installer à sa table préférée/ ». Le patron du restaurant La Bulle n'est pas peu fier que la nouvelle coqueluche des sondages ait jeté son dévolu sur son restaurant. Nous sommes dans le 10ème arrondissement de Paris, à cinq minutes à pied du siège du Parti communiste français, dessiné par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer. Jean-Luc Mélenchon arrive, accompagné d'un conseiller et d'un policier chargé de sa sécurité. Il est affamé, épuisé, mais heureux/ : les derniers sondages le créditent de 13 % des intentions de votes pour le premier tour de l'élection présidentielle. L'ex-trotskiste, qui a claqué la porte du parti socialiste en 2009, pour monter le « Parti de Gauche » savoure son succès. Le dimanche précédent, il avait démontré sa popularité en attirant près de 100 000 personnes place de la Bastille. Mélenchon « /l'anti-déprime/ », comme l'a surnommé *Marianne*, a bousculé une campagne marquée par la sinistrose.

Dès qu'il a dépassé la barre des 10% dans les sondages, Jean-Luc Mélenchon ne s'en est plus caché/ : son objectif est clairement de disputer l'hégémonie de la gauche au parti socialiste, et c'est pour cela qu'il refusera d'entrer dans un gouvernement de François Hollande en cas de victoire de ce dernier. A court terme, il peut déjà se féliciter d'une victoire/ : les thèmes du front de gauche se sont installés dans la campagne. François Hollande a proposé de taxer de 75% les revenus supérieurs à 1 million par an, une idée qui était totalement absente du programme socialiste. Dans la foulée, Nicolas Sarkozy a promis de taxer les exiler fiscaux en s'inspirant du modèle usaméricain. « Je triomphe/ », a réagi le candidat du Front de la gauche, qui militait depuis longtemps pour cette mesure. Mais ce n'est pas aux Etats-Unis que Mélenchon est allé chercher ses sources d'inspiration. Depuis le début des années 2000, il a multiplié les voyages en Amérique du Sud, curieux de voir cette région, cassée dans les années 1990, reprendre du poil de la bête et retrouver le chemin de la croissance et de la politisation. Aujourd'hui, il assume clairement de nombreux « emprunts/ » au Brésil, Venezuela, Argentine, Bolivie ou Equateur.

Vous avez beaucoup écrit et théorisé sur ce qui s'est passé en Amérique du Sud ces quinze dernières années. De quelle façon le « Front de gauche » s'inspire de ces expériences/ ?

J'ai beaucoup appris des expériences sudaméricaines, et pas seulement à partir de la dernière décennie. Mais ce qui est fascinant depuis la fin des années 1990, c'est de voir comment un système s'effondre/ : à quel moment, de quelle façon etc. Comme en Argentine, ou au Venezuela, c'est un événement fortuit, qui cristallise la situation générale. La violence de ce qui se produit ensuite peut paraître disproportionnée avec la situation antérieure, mais en fait, la société était en ébullition sans en avoir nécessairement conscience. Le coup de grâce est donné par la classe moyenne qui se met en mouvement dégoûtée par le désordre capitaliste. Ce caractère prévisible mais fortuit, sous le coup du libéralisme d'une société pressée à mort, je pense que c'est ce qui attend toute l'Europe, et en particulier la France.

Plus que l'Espagne ou l'Italie, ou la situation économique est pourtant plus inquiétante/ ?

Oui, ici, c'est le volcan de l'Europe, d'abord à cause des traditions révolutionnaires dans notre histoire. Ensuite, parce que la classe salariale et moyenne n'est pas déchiquetée par les régionalismes. Et parce que nous sommes là pour exprimer cette volonté d'insurrection. Jamais quelqu'un comme moi, qui vient de la gauche de la gauche et un PCF à 1% n'arriveraient à un tel score en temps normal. C'est la situation qui veut ça.

**La situation économique et sociale entre l'Europe et l'Amérique Latine n'est pas comparable pourtant...
Quelles leçons en tirer pour la France/ ?**

Justement, l'autre élément qui m'a fait méditer c'est le rôle confié aux pauvres dans les révolutions, ce qui n'existe pas comme ça chez nous. Nous avons du théoriser la notion de « **/précariat/** », un mot que nous avons formé à partir de « /précaire/ » et de « /prolétariat/ ». C'est une classe transversale, qui va de l'ingénieur précaire à l'ouvrier de nettoyage précaire. En Amérique Latine, vous avez mobilisé les pauvres, ici nous mobilisons les « /précaires/ » car si nous appelions les pauvres à se rebeller, on perdrait notre temps. Les gens ne s'assument pas comme pauvres dans un pays à tradition égalitaire, service public etc. Ici, personne ne dit « /nous les pauvres/ » comme en Amérique du Sud. C'est un des problème de la vieille gauche/ : elle ne pense qu'aux travailleurs à statut, elle n'a jamais été capable de penser la réalité du *précariat*.

Par ailleurs, j'ai été très séduit par l'articulation entre la lutte sociale et la souveraineté populaire, au coeur des nouvelles constitutions. Le mot d'ordre du président de l'Equateur, Correa, est la « révolution citoyenne ». A la Bastille, notre slogan c'était l'« insurrection civique » et la « révolution citoyenne ». Peut-être qu'on aurait été capable de l'inventer nous même, je ne sais pas. Mais en réalité, c'est une idée que nous avons ramenée d'Amérique du Sud, et le fait que cela fonctionne sur place nous donne de la force et de la légitimité pour le proposer.

Concrètement, dans quel modèle sudaméricain vous retrouvez-vous le plus/ ?

Il n'y a pas un modèle, j'ai emprunté partout. Par exemple, nous avons beaucoup étudié la sortie de crise de l'Argentine et sa façon de gouverner face aux banques. Je suis très intéressé aussi par les techniques de communication des Kirchner, un mélange de silence et d'affrontement avec la presse. Au Brésil, c'est la formation même du « Parti des Travailleurs », une fédération de toute sortes de gens, comme le « Frente Amplio » en Uruguay, c'est comme cela que nous construisons le « Front de Gauche ». Le Brésil est aussi l'exemple de la question des pauvres et du rôle de la « Théologie de la libération ». De Venezuela, ce que je reprendrais sans hésiter, c'est l'idée d'une nouvelle Constitution.

Comment voyez-vous la situation du Venezuela à la veille des élections/ ? Etes-vous inquiets par la santé du président Chavez/ ?

Bien sûr que je suis inquiet. Nous avons des divergences avec Hugo Chavez, essentiellement sa politique internationale à l'égard de l'Iran. Je ne suis pas d'accord. Cette théorie de « /les ennemis de mes ennemis sont mes amis/ » n'est pas acceptable. En Europe, on a payé cher ce genre d'idées. Mais cela n'enlève rien au fait que le rôle de Chavez est central, son importance personnelle, son leadership, le Venezuela n'est pas prêt à se passer de lui. Beaucoup de choses sont en jeu autour de sa personne.

Vous avez été très attaqué en France pour votre amitié à l'égard du processus vénézuélien et à l'égard du régime cubain, quelle est votre réponse/ ?

Je ne compte plus les programmes de radios ou de télévision où l'on m'a agressé à ce sujet. Mon choix personnel a été de ne rien lâcher, ne rien céder. Je connais la suite/ : tu lâches le Venezuela et après, c'est Cuba, et ainsi de suite. Je n'ai rien à y gagner. L'ennemi sait très bien ce qu'il fait et il se moque des Droits de l'homme à Cuba. S'il s'intéressait aux droits de l'homme, il regarderait de près se qui se passe aux Etats-Unis. Nous avons une dette à l'égard de Cuba. Ce pays représente beaucoup pour la lutte. Sans ce pays, toute la résistance aurait craqué en Amérique du Sud à l'époque des dictatures. Ce n'est pas le culte de la personnalité qui m'intéresse, mais je ne vais jamais cracher sur Cuba.

Si vous êtes élu président, quelle direction prendrait votre politique étrangère/ ?

Aujourd'hui, nous sommes les seuls à dénoncer l'alignement sur l'OTAN, tous les autres partis sont d'accord. Même les socialistes n'ont plus le minimum de recul critique qu'ils avaient autrefois. François Hollande vient par exemple d'accepter le bouclier anti-missile. Nous proposons une rupture de la stratégie d'alliance avec les Etats-Unis. Pour nous, c'est un pays qui va perdre sa puissance face à la Chine, mais cela reste la nation la plus armées du monde, et à ce titre, la plus dangereuse. L'autre grande question, c'est le changement climatique, qui va bouleverser toutes les puissances, en particulier les Etats-Unis qui ne font rien pour résoudre le problème. C'est pour cela qu'il ne faut pas que la France reste enchaînée à un bateau qui coule. Nous allons proposer une alliance appelée altermondialiste avec les pays émergents, en particulier les pays des Brics.

Pensez-vous pour cela à une réforme du conseil de sécurité de l'ONU pour que ces pays puissent avoir un droit de vote/ ?

C'est une question à laquelle je n'ai pas encore réfléchi, mais ce qui est sûr c'est que nous voulons renforcer l'ONU contre d'autres groupements comme le G7 ou le G20. Je pense que l'émergence de pays comme le Brésil ou l'Inde est une excellente nouvelle, et il faudra bien que les institutions prennent en compte leur présence d'une façon ou d'une autre.

DEUXIEME PARTIE/ :

« /Nous allons imposer au Front National l'humiliation de son histoire/ »

Jean-Luc Mélenchon bataille pour la première place, en sachant qu'il ne l'emportera pas. D'ailleurs, s'il écorne le socialiste François Hollande, il espère que ses électeurs choisiront la gauche au second tour. Il garde ses critiques les plus acerbes pour Nicolas Sarkozy et pour Marine Le Pen, la candidate du Front National, le parti d'extrême droite. Et résume ainsi ses ambitions/ : **« /L'heure est venue d'abattre le pouvoir de Sarkozy et de la vermine fasciste/ »**.

Les derniers sondages vous créditent de 13, voire 14% des intentions de vote, vous plaçant même parfois en troisième position. Comment expliquez-vous cette divine surprise/ ?

Ce n'est pas une surprise, c'est le résultat d'un travail de fond. Il ne faut que vous tromper sur mon compte, je suis un ancien socialiste, pas un membre d'un groupuscule habitué à réunir 1% des votes. J'ai toujours participé à des élections pour les gagner, pas pour faire du témoignage. J'ai déjà perdu bien sûr, mais je ne démarre pas avec la mentalité de quelqu'un battu d'avance. Nous récoltons le résultat d'un travail de longue durée. Mes adversaires dénaturent notre campagne, ils appellent cela le « *mélenshow* », en pointant les talents d'orateur et de tribun, comme si j'étais une espèce de joueur de flûte. Mais ce n'est pas parce que je parle bien pendant les *meetings* que nous attirons autant. Tout a commencé en 2005, quand j'ai fait campagne, avec d'autres, pour le « /NON/ », au référendum sur la constitution européenne. Nous avons gagné, contre l'Europe des libéraux, mais depuis, cette

dynamique s'est perdue à gauche. Alors nous avons construit une alliance entre le Parti de gauche et le Parti communiste. Cela n'a pas été facile. Il a fallu vaincre la résignation, la division. Mais nous avons réussi. Et nous avons commencé à projeter notre force.

Justement, convaincre les militants communistes de vous appuyer comme candidat, c'était facile/ ?

Non, très difficile, cela a pris du temps, et ils ont été admirables. Renoncer à une candidature propre était une déchirure. C'est la première fois depuis 1974, quand le candidat commun était François Mitterrand. Tous n'étaient pas d'accord, ils ont discuté, puis voté. Mais quand la décision a été prise, l'engagement a été total.

La machine communiste est-elle très utile dans la campagne/ ?

Bien sûr, elle est importante, les militants ont une énergie formidable. Mais le PCF a beaucoup souffert, il a pris des coups de tous les côtés, il s'est isolé, ce qui provoque des phénomènes de désagrégation. Le mouvement communiste renaît, mais cela prend du temps. Et il ne faut pas fantasmer sur le PCF, ce n'est pas cet appareil monolithique que pensent les gens de l'extérieur. Cela n'existe plus depuis très longtemps. Le PC est plus divers que le PS, donc les convaincre n'est pas simple. Et puis, mes méthodes sont déroutantes, ma façon de parler, je ne lis jamais de texte. La première fois que j'ai rencontré les militants, je leur ai dit/ : « j'ai une consigne/ : n'attendez aucune consigne/ ». Ils étaient déroutés, mais ils ont éclaté de rire, et c'est devenu un mot d'ordre. Après tout, nous avons une gauche éduquée, les gens n'ont pas besoin qu'on les prenne par la main. La preuve/ : les réseaux sociaux se sont développés en un rien de temps, et ils sont absolument autogérés. Sur Internet, notre campagne est la plus dynamique. Au début, tout le monde disait/ : « /cela ne peut pas marcher/ », mais si, ça marche.

Pensez-vous avoir bénéficié de la crise européenne/ ?

Oui bien sûr, c'est le contexte qui nous porte. Il fallait qu'il y ait la bonne cristallisation. Ils ont fait peur à tout le monde avec la Grèce, mais maintenant, les bureaucrates européens ont été trop loin, les gens n'ont plus peur, ils veulent se révolter.

L'assassinat de sept personnes - dont trois enfants - il y a deux semaines dans la région de Toulouse par le français d'origine algérienne Mohammed Merah, a ému toute la France. Pensez-vous qu'elle puisse avoir un impact sur la campagne/ ?

Bien sûr, cela bouleverse tout le monde, et renforce la politisation de la campagne. Mais je ne crois pas que l'extrême droite puisse exploiter cette tragédie. Il y a une résistance des Français qui est remarquable, le discours de Marine Le Pen ne passe pas, tout le monde comprend que ce n'est pas un problème d'islamisme, c'est le problème d'un dingue. Le grand rabbin de France en a appelé à la fraternité avec un discours formidable. Sarkozy va peut-être marquer des points à droite, regagner de la confiance, il va y avoir une réorganisation dans chaque camp, pas entre les camps. Ceux qui sont de gauche ne vont pas devenir de droite parce qu'il y a eu ces meurtres. Le Front National ne va pas capitaliser là-dessus en reprenant des votes ouvriers. C'est pour cela qu'ils nous détestent, car le Front de gauche a fait dérailler leur beau train. Aujourd'hui dans les sondages nous sommes quasi à égalité. Nous allons leur imposer l'humiliation de leur vie.

Si vous étiez élu président le 6 mai, quelle serait votre attitude face à la crise européenne/ ?

L'Union européenne est gravement malade de son organisation libérale, et plus ça va mal, plus ils exagèrent. Les libéraux ont sorti des techniques de sortie de crise qui sont du pur bricolage. La dernière, c'est de prêter 1 000

milliards d'euros pour les banques, trois fois ce dont la Grèce avait besoin pour toute sa dette, ce qui montre l'absurdité de la technique utilisée. La mesure clef, c'est que la BCE prête aux Etats au taux auquel elle prête aux banques, c'est-à-dire à 1%. Aujourd'hui, la BCE prête cet argent aux banques, qui le prêtent à la Grèce à 17%. Le pays n'a aucune chance de s'en sortir ainsi.

Mais comment convaincre l'Allemagne de vous suivre ?

D'abord, on ferait des contre-propositions, il n'y en a jamais eu. On dit que l'Allemagne refuse sans même faire de vraie proposition. Nos idées sont rationnelles, et le moins qu'on puisse dire, c'est que ce que font les libéraux ne marche pas. C'est la récession partout en Europe, c'est un fait.

Le programme du front de Gauche c'est de sortir du traité de Lisbonne et de mettre tout à plat. Et les autres devront discuter avec nous, car on ne fait pas l'Europe sans la France. Nous refusons de travailler sur la base de la contraction de la dépense publique. Ici, nous avons une démographie en progression, nous devons construire des écoles, des routes, des hôpitaux, créer des emplois... ce n'est pas la même logique que l'Allemagne, qui a une population vieillissante. Là encore, c'est rationnel.

Comment expliquez-vous que vos anciens camarades, les socialistes, n'adhèrent pas à cette « /rationalité/ » ?

C'est une caractéristique des fins d'ancien régime. Les élites ne prennent pas la mesure des changements, elles ne peuvent pas imaginer un nouveau monde. Quand on étudie l'histoire, on voit clairement comment Louis XVI aurait pu s'en sortir, tout comme Nicolas II. C'est pareil dans n'importe quelle révolution. Les dirigeants socialistes actuels ont capitulé, ils se sont alignés sur le modèle social-démocrate européen. Et le modèle social-démocrate européen s'est effondré sous nos yeux en Grèce, avec une ironie de l'histoire, car le premier ministre était socialiste et président de l'internationale socialiste. Ils sont toujours dans les anciens scénarios de la politique de l'offre. C'est-à-dire produire n'importe quoi n'importe comment, le vendre grâce à la publicité, exporter et baisser les coûts de production, et se décharger de tout le reste sur la société/ : coûts sociaux, coûts environnementaux, coûts d'innovation.

Si vous ne remportez pas l'élection, comme les sondages semblent l'indiquer, quelle sera votre stratégie/ ?

Il faut bien sûr faire battre la droite. Mais l'élection n'est qu'un rendez-vous d'étape. Nous sommes dans une insurrection civique qui va bien au-delà des deux tours de l'élection. Nous voulons construire une force qui dépasse et remplace la social-démocratie à bout de souffle. Après les élections, nous allons continuer dans les deux assemblées, le parlement et le sénat, car nous allons élire de nombreux représentants en juin.

N'avez-vous pas peur que les communistes vous abandonnent si François Hollande leur propose d'entrer au gouvernement/ ?

Si j'avais peur je ne ferais rien. Et je ne vois pas l'intérêt pour eux. Ce serait un désastre pour le parti communiste, ils l'ont déjà vécu.

Source : entretien publié sur le site d'informations brésilien Opera Mundi (<http://operamundi.uol.com.br/>). L'original a été publié en portugais, en deux parties, sur les liens suivants/ :

- ▶ <http://operamundi.uol.com.br/...america+do+sul>
- ▶ <http://operamundi.uol.com.br/...+que+vai+alem+das+eleicoes>

« L'Amérique du Sud est la principale source d'inspiration du Front de gauche » Mélenchon

et sur le blog Médiapart de la journaliste Lamia Oualalou. : Mélenchon : « L'Amérique du sud est la principale source d'inspiration du Front de gauche ».